

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 décembre 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale**Soixante-seizième session**

Points 18 a), 20 d), 22 a), 22 b), 27, 66, 72 a), 74 b), 84, 88
et 129 de l'ordre du jour

**Questions de politique macroéconomique : commerce
international et développement****Développement durable : sauvegarde du climat mondial
pour les générations présentes et futures****Mondialisation et interdépendance : science, technologie
et innovation au service du développement durable****Mondialisation et interdépendance : culture
et développement durable****Vers des partenariats mondiaux****Consolidation et pérennisation de la paix****Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée****Promotion et protection des droits humains : questions
relatives aux droits humains, y compris les divers moyens
de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains
et des libertés fondamentales****Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies
et du raffermissement du rôle de l'Organisation****Renforcement et promotion du régime conventionnel
international****Santé mondiale et politique étrangère****Conseil de sécurité****Soixante-seizième année****Lettre datée du 6 décembre 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Au nom de la République du Bélarus, qui assure actuellement la présidence de la Communauté d'États indépendants, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants faite à l'occasion du trentième anniversaire de la Communauté (voir annexe).



La Déclaration a été signée par les Présidents de la Fédération de Russie, de la République d'Azerbaïdjan, de la République du Bélarus, de la République du Kazakhstan, de la République kirghize, de la République d'Ouzbékistan, de la République du Tadjikistan et du Turkménistan, ainsi que par les Premiers Ministres de la République d'Arménie et de la République de Moldova.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 18 a), 20 d), 22 a), 22 b) 27, 66, 72 a), 74 b), 84, 88 et 129 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Valentin **Rybakov**

**Annexe à la lettre datée du 6 décembre 2021 adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Bélarus
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Décision du 15 octobre 2021 concernant la Déclaration des chefs
d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants
faite à l'occasion du trentième anniversaire de la Communauté**

Le Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants décide :

1. D'adopter la Déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants faite à l'occasion du trentième anniversaire de la Communauté (voir pièce jointe).
2. De demander à la République du Bélarus, qui assure actuellement la présidence de la Communauté d'États indépendants, de transmettre le texte de la Déclaration à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à d'autres organisations internationales.

Pour la République d'Azerbaïdjan
I. Aliyev (avec un avis particulier)

Pour la République d'Arménie
N. Pashinian (avec un avis particulier)

Pour la République du Bélarus
A. Loukachenko

Pour la République du Kazakhstan
K.-J. Tokayev

Pour la République kirghize
S. Japarov

Pour la République de Moldova
N. Gavrilîța (avec un avis particulier)

Pour la Fédération de Russie
V. Poutine

Pour la République du Tadjikistan
E. Rahmon

Pour le Turkménistan
G. Berdymoukhamedov

Pour la République d'Ouzbékistan
C. Mirziyoyev

Pour l'Ukraine

Pièce jointe

Déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants faite à l'occasion du trentième anniversaire de la Communauté

[Original : russe]

Nous, chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants (CEI), déclarons à l'occasion du trentième anniversaire de la création de la Communauté ce qui suit.

Il y a trente ans, en une période de changements géopolitiques majeurs, ont été signés l'Accord portant création d'une Communauté d'États indépendants, le Protocole relatif à cet accord et la Déclaration d'Alma-Ata.

La création de la CEI a permis d'établir le cadre juridique et organisationnel d'une coopération mutuellement bénéfique dans une perspective d'intégration entre des États nouvellement indépendants et de préserver et d'approfondir les liens économiques, humanitaires, historiques et culturels, qui reposaient sur des intérêts communs et la confiance et le respect mutuels.

Aujourd'hui, la Communauté d'États indépendants est une organisation intergouvernementale régionale encadrant le partenariat dans les domaines politique, économique et humanitaire, notamment, sur la base d'une égalité réelle, et constitue un forum de dialogue unique dans lequel les intérêts de ses membres sont pris en compte.

Nous estimons que nous avons le devoir commun d'exploiter davantage le potentiel qu'offre la CEI, de renforcer sa position sur la scène internationale et de faire en sorte qu'elle continue de se développer de façon dynamique.

Considérant que la coopération commerciale et économique est un facteur clé de la poursuite de l'intégration économique et du développement durable des pays membres de la CEI, nous nous efforçons de créer des conditions propices à une collaboration économique fructueuse, au bon fonctionnement d'une zone de libre-échange et à la transition des États concernés vers davantage d'intégration économique.

Pour améliorer le bien-être des citoyens, nous considérons qu'il est nécessaire d'orienter nos efforts vers une croissance économique stable, ce qui passe par le développement d'une économie verte, la transition numérique, la coopération industrielle, l'innovation à grande échelle, le développement de couloirs de transport internationaux, l'exploitation intégrale et rationnelle des ressources naturelles et économiques disponibles, le soutien aux petites et moyennes entreprises, l'amélioration du système d'aide à l'emploi, la création d'un environnement accueillant pour les citoyens de la CEI travaillant dans d'autres pays membres ainsi que le renforcement de la coopération entre les milieux d'affaires et le développement des partenariats dans le cadre du système économique mondial.

La coopération humanitaire demeure traditionnellement l'un des moyens les plus efficaces de renforcer la confiance et l'entente mutuelle entre les pays membres de la CEI. Nous réaffirmons notre volonté de renforcer la coopération dans ce domaine et notre souhait de redynamiser qualitativement les liens humanitaires en faisant fond sur des valeurs humanistes communes, dans l'intérêt de la paix, de l'amitié, du bon voisinage, de la bonne entente entre les peuples et les religions, de la stabilité et du développement des relations entre les États en dehors de tout conflit.

Nous estimons que l'un des objectifs fondamentaux de la coopération entre les pays membres de la CEI dans le domaine humanitaire est de préserver la mémoire de notre victoire commune dans la Grande Guerre patriotique de 1941-1945. Nous

rejetons catégoriquement les tentatives de falsification de l'histoire, de révision de l'issue de la Seconde Guerre mondiale et de glorification du nazisme, qui sont contraires aux conclusions du Tribunal militaire international de Nuremberg. Nous soulignons que les faits d'expulsion et d'extermination de la population civile soviétique par les nazis et leurs collaborateurs tels qu'établis par le Tribunal de Nuremberg doivent être considérés comme constitutifs d'un crime de génocide contre des peuples de l'Union soviétique.

La coopération en matière de sécurité et de maintien de l'ordre public entre États membres de la CEI contribue à la lutte contre les menaces actuelles. Par ailleurs, nous constatons une augmentation constante des facteurs ayant des effets néfastes sur la sécurité internationale, notamment les tentatives de contournement des principes et normes universellement reconnus du droit international, le terrorisme international, l'extrémisme, la criminalité transnationale organisée, la production et le trafic illicites de drogues, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins terroristes ou criminelles et d'autres menaces transnationales, y compris les menaces épidémiologiques. Réaffirmant le rôle central de coordination que joue l'Organisation des Nations Unies, nous nous déclarons prêts à coopérer pour faire face à l'ensemble des défis et menaces actuels. Nous soulignons la nécessité de coopérer dans la lutte pour la consolidation de la stabilité globale dans le monde, fondement d'une sécurité égale et indivisible pour tous.

Nous nous efforcerons de promouvoir de concert les intérêts des États membres de la CEI et de coordonner les stratégies face aux grands problèmes mondiaux et régionaux en demeurant attachés aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et à la Déclaration de 1970 relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies.

Nous sommes fermement engagés en faveur d'un ordre mondial multipolaire juste et apprécions la diversité des voies de développement des États sur la base des valeurs humaines universelles. Par ailleurs, nous nous inquiétons du fait que le développement progressif de nos pays est entravé par les effets néfastes d'un certain nombre de facteurs externes, notamment l'instabilité croissante à l'échelle mondiale, l'intensification des rivalités géopolitiques et géoéconomiques, les mesures restrictives appliquées unilatéralement par certains États en violation du droit international, les tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains et les importantes perturbations des mécanismes internationaux provoquées par la persistance de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Les buts et principes consacrés par les documents fondateurs de la Communauté d'États indépendants n'ont en rien perdu de leur pertinence, satisfont les intérêts de tous les États membres et tiennent pleinement compte de l'état actuel des relations internationales. Nous réaffirmons notre attachement à ces buts et principes et continuerons de renforcer la coopération dans le cadre de la CEI, en améliorant la structure de ses organes et leurs méthodes de travail. Concrètement, à cet égard, la CEI a pris des mesures pour s'adapter aux réalités du monde actuel et adopté un concept de développement futur et une stratégie de développement économique à l'horizon 2030, selon lesquels le principal objectif de la CEI est de former à long terme une association politique, économique, culturelle et humanitaire intégrée d'États intéressés aux fins du développement de chacun de ses membres.

Nous, chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants, affirmons notre détermination à poursuivre ce but et notre volonté de coopérer de façon constructive avec l'ensemble des pays et des organisations internationales concernés.

Pièce complémentaire 1

[Original : russe]

Avis particulier émis par la République d'Azerbaïdjan au sujet de la décision du Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants datée du 15 octobre 2021 concernant la Déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants faite à l'occasion du trentième anniversaire de la Communauté

La République d'Azerbaïdjan adopte la Déclaration sous réserve que, dans le dixième paragraphe, « le séparatisme, » soit ajouté après « le terrorisme international, » et que le onzième paragraphe soit formulé comme suit : « Nous soulignons la nécessité de développer la coopération entre les États membres de la CEI compte tenu des dispositions de la Charte des Nations Unies et des principes et normes universellement reconnus du droit international, en particulier le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues ».

Le Président de la République d'Azerbaïdjan
(*Signé*) Ilham Aliyev

Pièce complémentaire 2

[Original : russe]

**Avis particulier émis par la République d'Arménie au sujet
de la décision du Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États
indépendants datée du 15 octobre 2021 concernant le projet
de déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté
d'États indépendants prévue à l'occasion du trentième anniversaire
de la Communauté**

Comme suite à l'avis particulier émis par la République d'Azerbaïdjan au sujet de la décision du Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants datée du 15 octobre 2021 concernant le projet de déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants prévue à l'occasion du trentième anniversaire de la Communauté d'États indépendants, la République d'Arménie estime nécessaire de souligner ce qui suit.

La tentative de l'Azerbaïdjan d'apporter unilatéralement des modifications au projet de déclaration des chefs d'État des pays membres de la CEI est inadmissible.

L'Arménie adopte le projet de déclaration des chefs d'État des pays membres la CEI prévue à l'occasion du trentième anniversaire de la CEI dans sa version approuvée.

Le Premier Ministre de la République d'Arménie
(*Signé*) Nikol **Pashinian**

Pièce complémentaire 3

[Original : russe]

Avis particulier émis par la République de Moldova au sujet de la décision du Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants concernant la Déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants faite à l'occasion du trentième anniversaire de la Communauté

15 octobre 2021

La République de Moldova entretient une coopération mutuellement bénéfique au sein de la Communauté d'États indépendants (CEI), conformément à ses intérêts nationaux et à ses engagements internationaux. Pour la République de Moldova, la priorité demeure la coopération économique avec ses partenaires de la CEI, à l'exclusion de la composante politico-militaire.

La République de Moldova estime qu'il est nécessaire d'assurer le bon fonctionnement de la zone de libre-échange de la CEI pour renforcer la coopération commerciale et économique à l'intérieur de la Communauté et accroître les échanges commerciaux, sans obstacles ni restrictions. Cet objectif est plus que jamais urgent dans les conditions défavorables que connaissent actuellement tous les États membres de la CEI en raison de la pandémie.

La République de Moldova prendra au cas par cas les décisions relatives à sa participation aux actions de coordination de la politique étrangère des États membres de la CEI, y compris les déclarations communes sur diverses questions touchant l'actualité internationale.

La Première Ministre de la République de Moldova
(Signé) Natalia Gavrilița
